



## **CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TCHAD A FIN MARS 2014 ET PERSPECTIVES A COURT TERME**

L'économie tchadienne a évolué au cours du premier trimestre 2014, dans un environnement international caractérisé par une dépréciation du dollar US face au FCFA, un recul des cours du pétrole brut et un raffermissement de ceux du coton.

Au plan intérieur, l'actualité économique et financière a été dominée par l'adoption, par l'Assemblée Nationale, du projet de loi organique relative aux lois de finances.

Sur le plan social, le fait majeur a été le retour massif des tchadiens vivants en RCA et des ressortissants d'autres pays qui s'y étaient établis, suite à l'escalade de la violence qui a suivi le changement de régime dans ce pays.

Les appels à la solidarité nationale lancés par les Autorités tchadiennes en leur faveur ont suscité des réponses positives de la part des différentes institutions de la République, des institutions et organisations étrangères, ainsi que de celle des entreprises privées et des particuliers.

### **I – Evolution du secteur réel**

Au niveau du secteur réel, il a été relevé, au terme de la période couverte, une baisse des enlèvements de coton-graine auprès des paysans, un accroissement de la production de viande par la Société Moderne des Abattoirs, un repli de l'extraction pétrolière, un renforcement des activités de services ainsi qu'une évolution mitigée des activités des principales unités industrielles. En outre, les résultats définitifs de la campagne agricole 2013/2014 font état d'une récolte céréalière en recul par rapport à celle de la saison précédente.

#### **• Analyse de la demande**

Au premier trimestre 2014, la conjoncture a été principalement tirée par la demande intérieure. En revanche, la demande extérieure nette a continué de grever la croissance.

Du côté de la demande intérieure, la consommation publique a été favorable, grâce notamment à la hausse des transferts et subventions liés à la présence des forces armées tchadiennes en Centrafrique, au rapatriement des tchadiens vivant dans ce pays, et à l'augmentation des dépenses de biens et services. Le concours de la *consommation privée* a également été appréciable.

L'apport des investissements publics a été important, en liaison avec la hausse des dépenses destinées aux gros chantiers de l'Etat engagés tant à N'Djamena qu'en

province. Ceux-ci ont concerné principalement la construction de routes, l'édification d'infrastructures scolaires, hospitalières et aéroportuaires, ainsi que les sièges des institutions et les sites destinés à accueillir le prochain sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine, prévu à N'Djamena en juin 2015.

, Le dynamisme des investissements s'est poursuivi dans le secteur privé, tant pétrolier que non pétrolier.

Dans le secteur pétrolier, les investissements ont été orientés vers les travaux de génie civil relatifs au pipeline de Mangara, opérés par Caracal Energy Inc. A cela, il faut ajouter les dépenses effectuées par le consortium conduit par Esso, pour maintenir les niveaux de production des champs de Doba et les travaux d'exploration dans la zone de Bébidjia, menés par Global Petroleum.

Pour sa part, la demande extérieure nette a grevé la croissance, en raison d'une part de l'évolution mitigée des exportations de biens et services (coton, pétrole), et d'autre part, de la baisse des importations (sucre).

- **Analyse de l'offre**

Du côté de l'offre, dans le secteur primaire, les résultats définitifs de la campagne agricole font ressortir une production céréalière de 2 115 536 tonnes, en recul de 19,7% par rapport à celle de la campagne 2012/2013, évaluée à 2 633 735 tonnes. Ce repli s'explique par la mauvaise répartition des pluies, ainsi que par leur arrêt précoce, avec un impact négatif sur les surfaces emblavées, notamment dans la zone sahélienne.

En outre, suivant la révision à la baisse du volume de coton graine constaté, la production de la campagne 2013/2014 a reculé 1,3% pour se situer à 74 886 tonnes à fin mars 2014, en raison du retard des pluies, de leur mauvaise répartition, ainsi que de leur brusque arrêt au début du mois d'octobre dans certaines zones.

La production de canne à sucre a baissé, revenant de 167 640 tonnes antérieurement à 159 580 tonnes, du fait de la suspension de la coupe de canne depuis le début de la campagne, due à l'importance du stock de sucre précédemment produit mais invendu. La Compagnie éprouve donc d'énormes difficultés pour écouler ses produits face à la rude concurrence du sucre importé frauduleusement.

L'extraction de pétrole brut dans le bassin de Doba est en recul de 14,5%, en liaison avec le déclin naturel des puits matures, alors que celles opérées dans le bassin de Bongor et sur le champ de Badila se sont renforcées.

Au niveau du secteur secondaire, les indicateurs des industries manufacturières et dérivées ainsi que ceux des BTP se sont bien tenus dans l'ensemble à fin mars 2014, à l'exception de ceux de la compagnie sucrière et de la société textile. Par ailleurs, une diminution de la production énergétique a été enregistrée au cours de la période sous revue.

Dans le secteur tertiaire, la conjoncture demeure impulsée au premier trimestre 2014 par le secteur des télécommunications, le secteur hôtelier et celui du transport (aérien et branche immatriculation des véhicules).

- **Evolution de l'inflation**

Selon l'INSEED, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages à N'Djamena a enregistré une hausse de 0,9% en moyenne annuelle sur les trois premiers mois de l'année 2014, après celle de 1,5% relevée un an auparavant. Cette baisse s'explique principalement par le repli observé sur les postes frais de transport (-3,7%), produits alimentaires (-0,1%), articles d'habillement et chaussures (-0,6%). En glissement annuel, l'indice a connu une baisse de 0,7% entre mars 2013 et mars 2014.

## **II –Situation des finances publiques : Exécution du budget à fin mars 2014**

Sur les trois premiers mois de l'année 2014, l'exécution du budget de l'Etat s'est soldée par une aggravation du déficit base caisse, évalué à 111,8 milliards de FCFA, contre 24 milliards de FCFA arrêté à fin mars 2013, soit une augmentation de 87,8 milliards de FCFA. Cette évolution résulte d'une baisse importante des recettes totales, en dépit d'un recul, moins important, des dépenses totales.

### ***A. Les recettes budgétaires***

A fin mars 2014, les ressources budgétaires se sont établies à 222,8 milliards de FCFA (15,3 % des prévisions) contre 206,4 milliards de FCFA un an auparavant. Cette évolution est imputable aussi bien aux recettes pétrolières que non pétrolières.

En effet, *les recettes pétrolières* se sont accrues, se situant à 140 milliards de FCFA à fin mars 2014 contre 133,2 milliards de FCFA douze mois plus tôt, soit un taux de progression de 5,1%. Cette évolution est en liaison notamment avec l'amélioration du niveau de l'impôt perçu sur les bénéfices des sociétés pétrolières (+7%), les redevances pétrolières n'ayant enregistré qu'une hausse de 0,8%.

*Les recettes non pétrolières* ont pour leur part augmenté de 13,1% par rapport à la même période de l'année 2013, atteignant 82,8 milliards de FCFA à fin mars 2014 contre 73,2 milliards de FCFA. Cette embellie a été rendue possible par la hausse des recettes aussi bien fiscales (+12,5%) que non fiscales (+31%).

Aucune recette en capital n'a été enregistrée au 31 mars 2014, comme un an plus tôt.

Toutefois, en incorporant aux recettes totales, les droits constatés, les recettes sans-titres, les recettes à imputer et la variation des créances, les ressources, base caisse, ont reculé de 31,3%, pour se fixer à 245,1 milliards de FCFA à fin mars 2014, contre 357 milliards de FCFA un an plus tôt.

### ***B. Les dépenses totales***

Les dépenses totales ont bondi de 62,7% pour se situer à 287,5 milliards de FCFA à fin mars 2014, reflétant aussi bien l'évolution des dépenses courantes que celle des dépenses d'investissement. Toutefois, elles ne représentent qu'un taux d'exécution de 18,6 % par rapport au montant prévu dans la Loi de Finances Initiale 2014.

En effet, les *dépenses de fonctionnement* se sont alourdies, atteignant 207 milliards de FCFA à fin mars 2014 contre 145,7 milliards de FCFA un an auparavant, en progression de 42,1%. Ce trend est impulsé par l'accroissement de la masse salariale (+6,8 %), des dépenses des biens et services (+67,7 %) ainsi que des transferts et subventions (+95,6%). Ces variations s'expliquent par le recrutement de nouveaux agents à la Fonction Publique, la valorisation du traitement salarial de certaines catégories du personnel ainsi que par les dépenses engagées pour la présence des troupes armées tchadiennes en Centrafrique et le rapatriement des tchadiens de la Centrafrique.

Pour leur part, les *dépenses en capital*, financées sur ressources propres, sont passées de 31 milliards de FCFA estimés douze mois plus tôt, à 80,5 milliards de FCFA à fin mars 2014. Elles ont été essentiellement orientées vers les secteurs de la santé, de l'éducation et les autres grands travaux de l'Etat.

En prenant en compte les charges à imputer et le règlement des arriérés, les dépenses, base caisse, sont revenues de 381 milliards de FCFA à 357 milliards FCFA à fin mars 2014, en diminution de 6,3% comparativement à fin mars 2013.

### ***C- Solde budgétaire et financement***

Compte tenu de l'importance des dépenses par rapport aux recettes, base caisse, le déficit s'est aggravé, passant de 24 milliards de FCFA à fin mars 2013 à 111,8 milliards de FCFA. Pour le financer, les Autorités ont recouru essentiellement au système bancaire.

### **III– Situation des échanges extérieurs**

La dégradation de la situation sécuritaire au Nigeria et en Centrafricaine a continué de peser sur les échanges extérieurs au terme du premier trimestre de l'année 2014.

Globalement, les enlèvements de fibre de coton ont légèrement baissé (6,4 %), revenant à 32 060 tonnes, contre 34 260 tonnes à fin mars 2013. Il en est de même pour les quantités commercialisées de pétrole brut qui ont accusé une baisse de 51,6 % en un an.

En dépit de la dégradation de la situation sécuritaire au Nord du Nigeria et en Centrafrique, les ventes de bétail ont progressé de 25,8 % à fin mars 2014.

Pour le bétail sur pieds, il est probable que les données communiquées par la Direction des Douanes soient sous-estimées à cause de l'importante étendue des frontières et de leur porosité.

Concernant les importations de biens, celles de sucre ont chuté de 29,2 % à l'issue de la période couverte, en raison de la crise que traverse la Compagnie Sucrière du Tchad.

#### **IV – Climat des affaires**

Selon les indicateurs Doing Business 2014 de la Banque mondiale, le Tchad est au plus bas niveau de facilité des affaires. Il est devancé par les pays comparables sur presque tous les fronts, notamment la création d'entreprises, l'application des contrats, le paiement de l'impôt et le commerce transfrontalier.

En outre, des goulets d'étranglement existent en termes d'infrastructures, de qualité de l'emploi et d'accès au système financier.

Pour y faire face, le Gouvernement a signé le 19 mars 2014 avec la Banque Africaine de Développement et la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale un accord de 4 milliards de FCFA, destiné au financement du Projet d'Appui à l'Amélioration du Climat des Affaires et à la Diversification de l'Economie Tchadienne (PACADET).

#### **V - Perspectives économiques à court terme**

Les perspectives de croissance pour 2014 s'avèrent prometteuses. L'activité devrait fortement repartir, après une décélération en 2013. La mise en exploitation de nouveaux champs pétroliers de Badila, de Mangara et des Rôniers et une bonne campagne agricole devraient soutenir la croissance en 2014. Le taux de croissance du PIB attendu serait de 13,6% en 2014 et 17,3% en 2015, contre 4,1 % en 2013.

L'inflation devrait toutefois être proche de la cible régionale de 3% à fin 2014.

Le déficit prévisionnel du budget général de l'Etat tchadien pour l'exercice 2014 a été revu à 20 milliards FCFA, selon le projet de loi de finances rectificative adopté en mai 2014 par le Conseil des ministres. Les prévisions de recettes seraient revues à la hausse, en dépit de la chute des recettes pétrolières consécutive à une baisse de la production dans le bassin de Doba et au retard accusé dans la mise en exploitation de nouveaux champs.

Pour leur part, les dépenses suivraient la même tendance, en rapport avec les dépenses liées aux travaux d'organisation du prochain sommet de l'Union africaine (prévu en 2015 à N'Djamena), à la prise en charge de nos compatriotes rapatriés de la Centrafrique, et au remboursement de prêts. En conséquence, l'exécution du budget général de l'Etat devrait dégager un déficit prévisionnel en recul par rapport au gap initial. Celui-ci sera financé par les ressources attendues de la Facilité Elargie de Crédit dans le cadre des programmes avec le FMI

Une telle évolution permettrait d'exécuter avec succès le programme de référence signé avec le FMI et de mettre en place un programme économique et financier soutenu par une FEC, en vue d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE en 2014.